

CONSEIL D'ÉTAT
Section du Contentieux
1, Place du Palais-Royal
75100 PARIS Cedex 01

N° 301688

REQUÊTE EN INTERVENTION VOLONTAIRE

POUR : la commune de BOSTENS, représentée par son Maire Monsieur Jean-Yves Parronnaud, régulièrement mandaté par le conseil municipal,

Siégeant ès qualité en mairie de BOSTENS – 40090 BOSTENS

Ayant pour avocat :

Maître Benoist BUSSON, avocat à la Cour
250 bis boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS
tél. 01 49 54 64 46 – fax. 01 45 44 44 13

CONTRE : un décret **du 18 décembre 2006 déclarant** d'utilité publique des travaux de construction de l'autoroute A 65 Langon-Pau comprise, d'une part, entre le noeud autoroutier A 62/A 65 (commune d'Auros) et le diffuseur nord (ancien diffuseur centre) de la déviation d'Aire-sur-l'Adour et, d'autre part, entre le demi-diffuseur sud de la déviation d'Aire-sur-l'Adour et le noeud autoroutier A 64/A 65 (communes de Lescar et de Poey-de-Lescar),

En présence de :

Monsieur le Premier Ministre – secrétariat général du gouvernement,

Plaise au Conseil d'Etat,

* * *

- FAITS -

Le projet de " liaison à 2X2 voies rapide et sûre" entre Bordeaux et Pau a été retenu dans le schéma collectif des transports du 18 avril 2002.

Après de multiples modifications du projet, un arrêté interpréfectoral des préfets de la Gironde, des Landes, et des Pyrénées-Atlantiques en date du 27 février 2006 a prescrit l'ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de l'autoroute « A 65 » entre Langon et Pau, organisée du 3 avril au 15 mai 2006.

La commission d'enquête a rendu ses conclusions le 23 juin 2006.

Malgré les nombreuses critiques formulées lors des concertations et de l'enquête publique, le décret du 18 décembre 2006 a déclaré d'utilité publique les travaux de construction de l'autoroute A 65 Langon-Pau (v. **production n°1**).

Par requête en date du 13 février 2007 enregistrée sous le n°301688, la Fédération SEPANSO, la SEPANSO-Landes, l'association AQUITAINE ALTERNATIVES, l'association Alternative Régionale Langon-Pau (ARLP), l'association COIMERES ENVIRONNEMENT, l'association Intercommunale de Protection de l'Environnement et de la Qualité de la Vie Rurale (AIPEQVIR), l'Association pour la Sauvegarde et la Qualité de Vie (ASEQVIE), et l'Association Mieux Vivre à Doumy ont demandé au Conseil d'Etat d'annuler le décret du 18 décembre 2006 déclarant d'utilité publique les travaux de construction de l'autoroute A 65.

Par le présent mémoire en intervention volontaire, la commune de BOSTENS, qui est directement concernée par le projet d'autoroute, entend présenter les observations suivantes au soutien de la requête en annulation présentée par les associations.

- DISCUSSION -

I. SUR L'INTÉRÊT POUR AGIR DE LA COMMUNE DE BOSTENS

La commune de BOSTENS a intérêt à solliciter l'annulation du décret attaqué qui lui fait directement grief.

En effet, ce projet, s'il devait voir le jour, entraînerait de nombreux impacts négatifs sur le territoire de la commune, et plus précisément sur le site des « 9 Fontaines ».

BOSTENS est situé dans le département des Landes et directement concerné par le projet qui traverse son territoire.

Le décret attaqué précise en effet que le projet d'autoroute doit entraîner des travaux sur le territoire des commune « (...)de Bourriot-Bergonce, Retjons, Arue, Roquefort, Sarbazan, Pouydesseaux, **Bostens**, Lucbardez-et-Bargues, Gaillères, Bougue, Saint-Cricq-Villeneuve, Pujo-le-Plan, Laglorieuse, Saint-Gein, Hontanx, Maurrin, Le Vignau, Cazères-sur-l'Adour, Duhort-Bachen, Aire-sur-l'Adour, Latrille, Sorbets, Miramont-Sensacq, Saint-Agnet et Sarron dans le département des Landes (...) ».

Plus précisément :

- 1- Plusieurs études, dont certaines réalisées pour l'enquête publique, ont démontré les impacts négatifs du projet d'autoroute A65, pour le site des 9 Fontaines ;
- 2- Par ailleurs, Monsieur le Maire de Bostens n'a eu de cesse, et ceci depuis 2002, d'alerter les autorités administratives (Direction Régionale de l'Équipement et Préfecture des Landes) sur la qualité et la nature de ce site ;
- 3- Force est de constater que les pouvoirs publics ont systématiquement pris soin de ne pas prendre en compte la valeur du site, arguant *in fine*, de prétextes futiles.

Par ailleurs, le conseil municipal de BOSTENS a autorisé la commune à agir à la présente instance et a mandaté son maire conformément aux dispositions de l'article L2132-2 du code général des collectivités territoriales (**production n°2**).

Par ces motifs, la présente intervention sera déclarée recevable.

II. SUR LE FOND ET L'INSUFFISANCE DE L'ETUDE D'IMPACT

Aux termes de l'article L. 122-3 du code de l'environnement, l'étude d'impact

« comprend au minimum une analyse de l'état initial du site et de son environnement, l'étude des modifications que le projet y engendrerait, l'étude de ses effets sur la santé et les mesures envisagées pour supprimer, réduire et, si possible, compenser les conséquences dommageables pour l'environnement et la santé ».

Malgré l'obligation de réaliser une analyse de l'état initial du site et de son environnement, la présence à BOSTENS de l'écrevisse à pattes blanches *Austropotamobius Pallipes* n'est pas mentionnée.

L'espèce est pourtant inscrite sur la liste rouge des espèces menacées de l'UICN (union internationale pour la conservation de la nature) et sur les annexes 2 et 4 de la directive « Habitats » du 21 mai 1992.

En août 2006, plusieurs individus ont été piégés lors d'un suivi de la Cistude d'Europe mené dans le cadre du programme de conservation de cette espèce au lieu-dit "Neuf Fontaines" à BOSTENS.

Leur présence a été récemment confirmée encore par le Conseil Supérieur de la Pêche (CSP) devenu ONEMA (office national de l'eau et des milieux aquatiques) et ces écrevisses formellement identifiées par le Laboratoire de Génétique et Biologie de Poitiers.

V. **Production n°2** fiche d'observation réalisée par l'ONEMA datée du 12 juillet 2007.

La présence avérée de cette espèce démontre l'insuffisance de l'étude d'impact du projet d'autoroute qui, de surcroît traverse le site « Natura 2000 » intitulé « RESEAU HYDROGRAPHIQUE DES AFFLUENTS DE LA MIDOUZE ».

Le site est considéré comme « important » pour cet habitat.

V. copie de la fiche Natura 2000 **Production n°3**.

A ce titre, la présence de cette espèce rare et de l'ensemble des espèces supposées vivre sur le site des « 9 Fontaines » devrait, en vertu de l'article L.414-4 du code de l'environnement, faire l'objet « d'une évaluation de [ses] incidences au regard des objectifs de conservation du site » Natura 2000 traversé.

Le manque de rigueur dans la prospection pour établir un état des lieux initial du site a conduit à l'absence de prise en compte de cette espèce pourtant gravement menacée dans les documents permettant aux citoyens et à l'administration d'étudier le dossier en toute connaissance de cause.

Ces insuffisances n'ont donc pas permis au public de s'exprimer en toute connaissance de cause sur ce projet.

La déclaration d'utilité publique de ce projet est entachée d'erreur de droit et de vice de procédure, le décret attaqué sera annulé.

* * *

PAR CES MOTIFS

Et tous autres à produire, déduire ou suppléer, même d'office,

La commune de BOSTENS conclut qu'il plaise au Conseil d'Etat :

- Admettre son intervention,
- Annuler le décret du 18 décembre 2006 déclarant d'utilité publique des travaux de construction de l'autoroute A 65 Langon-Pau,

Fait à Paris, le 20 novembre 2007

Benoist BUSSON, Avocat

Productions

- 1- décret du 18 décembre 2006 (le décret attaqué)
- 2- Délibération du Conseil municipal autorisant à agir
- 3- Attestation de l'ONEMA (ex CSP) , certifiant la présence de l'espèce protégée « écrevisse à pattes blanches » sur le site menacé des étangs de Bostens
- 4- Fiche de recensement du site Natura 2000 « RESEAU HYDROGRAPHIQUE DES AFFLUENTS DE LA MIDOUZE »